

Damas dans le sillage du Caire.

Résumé :

La Syrie connaît depuis une vingtaine d'années de décalage le même cheminement politique et économique que l'Égypte. Ainsi l'évolution urbaine de la capitale syrienne est-elle comparable à celle du Caire : macrocéphalie, extension des quartiers informels sur les zones agricoles mais aussi la création de villes nouvelles sur les terres non irriguées. Le clientélisme et l'absence d'unité administrative compliquent la gestion de l'agglomération damascène. En fait cette capitale, lieu de pouvoir, échappe pourtant au contrôle de l'État. La refondation urbaine repose sur des dynamiques privées qui conduisent à davantage de ségrégation socio-spatiale.

Mots clés : Damas, Le Caire, urbanisme, aménagement, libéralisation, ségrégation.

Resume : Damascus on the way Al Cairo

Syria is on the same way, in economy and politic than Egypt, she's only 20 years late. The urban mutation of Damascus is like Al Cairo : macrocephaly, growing on agricultural fields, attempt of deconcentration with new settlements an urban management limited by patronage and administration breaking up. Damascus, place of power, escape from State control. Urban refondation is based on privates trends who are producing spatial and social segregation.

Key words : Damascus, Al Cairo, urbanism, amenagment, liberalization, segregation

Malgré leur différence de taille Damas (3 millions d'habitants) et le Caire (14 millions d'habitants) possèdent un développement urbain comparable. Cette situation est due bien sûr à leur appartenance commune au monde arabo-musulman mais surtout au fait que depuis le milieu du XX^{ème} siècle, la Syrie connaît, avec un certain décalage dans le temps, le même cheminement politique et économique¹ que l'Égypte ; ce qui n'est pas sans influence sur son système urbain en général et sur l'organisation urbaine de sa capitale en particulier. Le Caire et Damas sont deux exemples caractéristiques de la refondation urbaine qui s'opère dans le Monde Arabe.

Du nationalisme arabe au « capitalisme des copains ».

La révolution Ba'athiste de 1963, puis la confiscation du pouvoir par Hafez El Assad en 1970, ne sont pas sans analogie avec la révolution des officiers libres de 1952 et la personnalisation du pouvoir par Jamal Abdel Nasser dès 1954. Dans les deux cas, il s'agit de la prise du pouvoir par des militaires issus de la petite bourgeoisie rurale² et de la mise en place d'un régime nationaliste et socialisant³. La politique du régime ba'athiste s'est

¹ La Syrie et l'Égypte furent même unies au sein de la République Arabe Unie entre 1958 et 1961.

² La révolution ba'athiste marque également le triomphe de la communauté alaouite (entre 10 et 15% de la population syrienne), secte hétérodoxe de l'Islam, dans laquelle les généraux alaouites au pouvoir à Damas recrutent l'essentiel des forces de sécurité du régime. SEURAT Michel : *L'Etat de barbarie*, Paris 1989, 328 p.

³ Il faut préciser cependant que le facteur idéologique ne fut pas la motivation première de la nationalisation des moyens de production et de la réforme agraire. Pour les officiers ba'athistes tout comme pour leurs homologues égyptiens ces mesures permettaient de réduire la bourgeoisie citadine opposée au nouveau régime tout en s'assurant une base politique parmi les classes populaires. PERTHES Volker, *The Political Economy of Syria under Assad*, I.B. Tauris, Londres, 298 p. 1995.

largement inspirée du dirigisme nassérien, de la réforme agraire égyptienne et de sa politique de grands travaux. Ainsi le grand barrage sur l'Euphrate, achevé en 1974, est l'exacte réplique en miniature du barrage d'Assouan sur le haut Nil. Tous deux furent construits grâce à l'aide des soviétiques et Hafez El Assad, suivant l'exemple d'Abdel Nasser, a donné son nom au lac artificiel qui s'est formée en amont.

Après trois décennies de dirigisme économique, la Syrie s'est engagée timidement depuis 1991 dans la voie de la libéralisation économique, une vingtaine d'année après l'Egypte. Mais dans les deux cas l'alternance de dirigisme et de libéralisation économique ne s'est pas départie du centralisme politique. La croissance de la capitale s'est opérée au détriment du système urbain national et en particulier de la deuxième ville du pays : Alexandrie en Egypte et Alep en Syrie. Le centralisme, le mode de développement autocentré et la politique d'alliance entre les nouveaux dirigeants et les notables de la capitale ont engendré une profonde récession de ces deux métropoles. Le nouveau contexte de libéralisation économique ne leur a pas permis de retrouver leur place antérieure, car elles ne disposent pas des infrastructures et d'une classe d'entrepreneurs capables de les intégrer dans l'économie d'archipel de la mondialisation⁴. En fait le « Crony Capitalism »⁵ (le capitalisme des copains) qui caractérisent l'Egypte et la Syrie d'aujourd'hui ne peut être que favorable aux capitales puisque les entrepreneurs qui veulent prospérer ne peuvent y parvenir que par une alliance étroite avec les dirigeants politiques. Les villes de provinces, éloignées du centre politique, sont mécaniquement marginalisées dans un système qui exige des relations personnelles et de proximité intenses.

La concentration des pouvoirs politiques à Damas, après l'indépendance, a contribué à rompre l'équilibre démographique hérité de la période mandataire ; mais au recensement de 1960 Damas ne devançait Alep que d'une centaine de milliers d'habitants (529 963 habitants à Damas et 425 467 à Alep). La politique ba'athiste accéléra ce processus. Au recensement de 1994, l'agglomération de Damas comptait 2 757 905 habitants⁶, soit environs 20% de la population syrienne (13 782 119 habitants). Elle dépasse largement celle d'Alep⁷ qui n'atteint que 1 582 930 habitants (11,5% de la population syrienne). Malgré un croit démographique supérieur⁸ à celui de Damas, durant la dernière période inter censitaire (1981 – 1994), la métropole du Nord de la Syrie ne semble pas en mesure de reconquérir la parité avec la capitale. Les premiers résultats du recensement 2004 le confirment puisque l'agglomération de Damas atteindrait 4,5 millions d'habitants contre 2,2 millions pour Alep⁹.

⁴ Entre 1991 et 1995, Damas a concentré plus de 50% du montant des projets d'investissements agréés dans le cadre de la loi n°10, contre seulement 16,7% pour Alep. BALANCHE Fabrice : *Les Alaouites, l'Espace et le Pouvoir dans la région côtière de Syrie : une intégration nationale ambiguë*, thèse de géographie, Université de Tours, 2000, p. 419.

⁵ On parle du « capitalisme des copains » lorsque les hommes d'affaires dépendent de politiques préférentielles leur octroyant des monopoles ou des oligopoles moyennant un partage des bénéfices avec les responsables politiques. GOBE Eric : « Les hommes d'affaires et l'Etat dans le capitalisme de l'Infitah (1974 – 1994) », *Maghreb – Machrek*, n°156, avril – juillet 1997.

⁶ L'agglomération n'étant pas définie officiellement, nous avons fait le total de la population des *mantiqa-s* (équivalent d'un arrondissement) limitrophes de la mohafaza de Damas-ville.

⁷ Il n'existe pas à proprement parler une agglomération d'Alep car le territoire de la ville est très vaste, si bien qu'il n'est pas encore comblé par le tissu urbain. Seuls quelques gros villages et une petite ville (Safirâ : 42 996 habitants en 1994) pourraient être considérés comme appartenant à une agglomération d'Alep, mais cela ne concerne qu'une centaine de milliers d'habitants.

⁸ Entre 1981 et 1994, la croissance démographique d'Alep était de 3,7% par an contre 3,2% pour l'agglomération de Damas. Cette différence s'explique par des taux de natalité plus élevée à Alep qu'à Damas. Mais à mesure que le nord de la Syrie avance dans la transition démographique, la natalité du nord du pays devrait être au même niveau que celle du sud, plus avancée dans le processus.

⁹ Résultats provisoires du Recensement 2004 fournis par le Bureau Central des Statistiques à Damas.

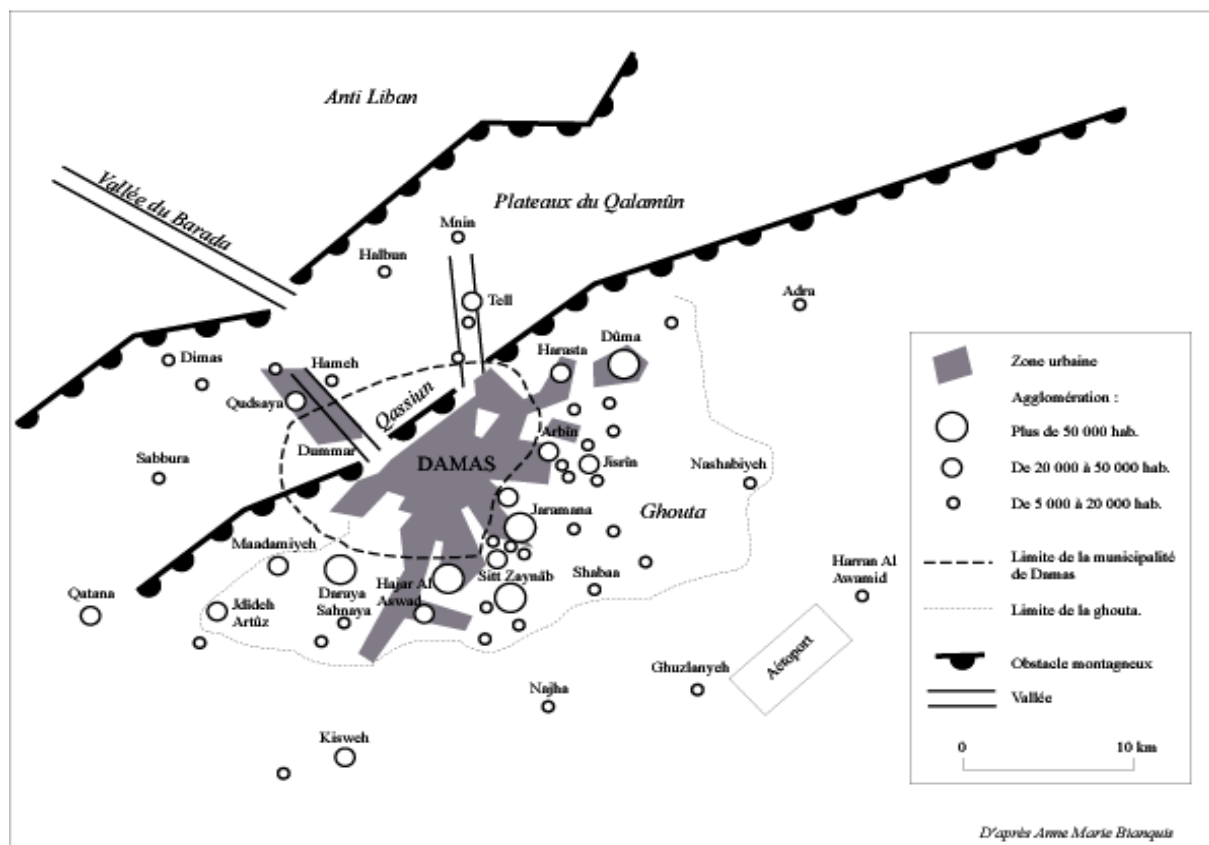


Fig. 1 : L'agglomération de Damas.

Une extension urbaine problématique.

Depuis le début du siècle, l'extension de Damas n'a cessé de grignoter les riches terres irriguées de sa ghouta¹⁰. Le mouvement s'est accéléré à partir des années 1960, avec la croissance de la population, la création de camps militaires et de zones industrielles dans la ghouta. Tout comme au Caire, il fut décidé de ménager les terres irriguées et de reporter l'urbanisation sur des terres moins fertiles : en périphérie de la ghouta (Sahnaya, Shabaa, Harasta) et surtout au nord de Damas sur les plateaux du Qalamûn (Dummar, Dimas ...). Cependant il ne s'agissait pas de construire des villes nouvelles comme en Egypte, mais des nouveaux quartiers reliés à la capitale ou de favoriser l'extension urbaine autour des noyaux villageois et des petites villes de la périphérie (Tell, Qudsaya, Hameh...). Ces nouveaux espaces ont tout d'abord accueillis des migrants, le plus souvent par affinité communautaire : Alaouites à Dimas, Druzes et Chrétiens du Sud à Sahnaya, Sunnites du Nord à Dûma ... Les Alaouites furent les premiers à peupler massivement les plateaux du Qalamûn, car c'est là que furent implantés la majorité des camps militaires pour des raisons stratégiques¹¹. Les militaires alaouites et leurs familles n'avaient pas de contacts avec la ville de Damas, ils trouvaient dans les camps tout ce dont ils avaient besoin. De plus ils n'éprouvaient guère le besoin de se rendre dans cette ville qui les considérait comme des occupants¹². Quant aux officiers ils pouvaient se rendre à Damas quand ils le désiraient puisqu'ils disposaient de voitures de fonction, alors que même les commerçants damascènes n'avaient pas l'autorisation d'en importer une. Les enfants des militaires sont plus enclins à fréquenter Damas, pour leurs études ou leur travail, mais la cherté du logement fait qu'ils continuent à résider dans les camps ou dans leur périphérie. Car ils bénéficient ainsi de la solidarité familiale et communautaire.

Les nouveaux quartiers des plateaux du Qalamûn accueillent depuis une dizaine d'années des familles damascènes chassées du centre par la cherté des logements. Le mouvement s'est récemment amplifié avec l'amélioration considérable des transports en commun et l'importation massive de voitures à usage privé¹³. Et puis la société damascène ne considère plus comme une déchéance sociale le fait de quitter les quartiers traditionnels, Muhajirin ou Sarûja, pour résider à Dummar, où l'on peut acquérir un appartement moderne de 150 m² dans une résidence des plus convenable pour le prix d'un deux pièces dans le centre ville de Damas. Qui plus est, en été, l'altitude rend plus agréable le séjour à Dummar¹⁴ ; de plus en plus de familles damascènes montent passer la soirée dans les cafés et restaurant qui s'y multiplient, ce qui contribue à faire connaître le quartier. La bourgeoisie damascène s'installe également sur les plateaux du Qalamûn. Dans les années 1980, la société publique Askin Askiryeh a construit un quartier pour les apparatchiks du régime : Qurâ El Assad, sur le modèle des quartiers réservés que l'on trouvait en URSS. Plus récemment, la bourgeoisie économique damascène a investi la plaine de Sabûra, à proximité de l'autoroute qui relie Damas à Beyrouth. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un quartier privé, à l'image des « gated communities » égyptiennes ou sud-américaine, car ils ne sont pas cernés par des murs et ne comportent pas des équipements scolaires ou sportifs réservés à la population du quartier. La relative sécurité qui règne en Syrie, en particulier parce que la misère y est encore discrète, n'exige pas la protection d'une muraille ni d'une milice privée ; la distance avec les

¹⁰ Une ghouta est une zone irriguée formée par une rivière endoréique, tel que le Barada à Damas.

¹¹ Proximité du Liban et surveillance de Damas.

¹² SEURAT Michel : *L'Etat de barbarie*, Paris 1989, 328 p.

¹³ BIANQUIS Anne Marie : « Transports en commun et aménagement dans l'agglomération de Damas au XX^{ème} siècle », *Bulletin d'Etudes Orientales*, n°XLVII, 1995, IFEAD, Damas, pp. 37 – 68.

¹⁴ Dummar est situé entre 1000 et 1200 m d'altitude tandis que le centre de Damas n'est qu'à 600 m.

quartiers pauvres crée naturellement l'isolement. Par ailleurs les Syriens sont moins enclins à copier les USA que les Egyptiens.

De l'informel à l'officiel.

Le centralisme du régime ba'athiste et, depuis l'ouverture économique, la concentration des investissements privés dans la capitale syrienne ont rendu l'agglomération damascène très attractive. Le ralentissement économique que connaît la Syrie depuis quelques années accentue ce phénomène, car Damas apparaît comme un endroit où il est toujours possible de trouver du travail tandis que le chômage s'accroît dans le reste du pays. Durant la dernière période inter censitaire (1981 – 1994) la croissance démographique de Damas fut supérieure à la croissance urbaine nationale, grâce au maintien des migrations intérieures en direction de la capitale. Dans les autres villes syriennes, les migrations pendulaires ayant remplacé l'exode rural, la croissance démographique n'est pratiquement plus constituée que par l'excédent naturel.

Les populations qui affluent à Damas bâtissent des quartiers informels dans les interstices situés entre les périmètres urbains réalisés ou en projet. Ces quartiers sont progressivement intégrés et viabilisés par la municipalité de Damas ou les municipalités de l'agglomération. Au XIX^{ème} siècle, le quartier de Muhajirin (« Les étrangers ») peuplés de réfugiés tcherkesses¹⁵ et de Kurdes fut ainsi intégré à la ville de Damas. Dans les années 1960 ce fut le cas de Rukin El Dîn (son nom d'origine était El Akrad : Les Kurdes) et plus récemment le camp palestinien de Yarmûk. Officiellement le flot de migrants ne menace pas l'agglomération de congestion aussi les autorités laissent-elles les quartiers informels s'étendre. La viabilisation d'un quartier informel et sa reconnaissance officiel constituent ensuite pour le régime des armes pour obtenir l'allégeance de sa population. Pour les fonctionnaires municipaux le flou juridique est aussi un excellent moyen d'obtenir des pots de vin.

L'absence d'unité administrative.

Du fait de l'extension urbaine le territoire de la municipalité de Damas n'abrite plus que la moitié de la population de l'agglomération. L'urbanisation de la capitale s'est étendue sur le territoire des villes et villages de la périphérie. Seuls quelques rares territoires ont été intégrés à la municipalité de Damas tel que le camp palestinien de Yarmûk. Le grand Caire connaît le même problème de divisions en plusieurs municipalités ; mais la coordination est assurée par la *muhafaza* (le gouvernorat) du Caire. En revanche en Syrie, deux *muhafaza*-s se partagent l'agglomération de Damas : Damas ville, qui correspond au territoire de la municipalité de Damas, et Damas campagne qui cerne entièrement le territoire du premier, mais dont le siège demeure à Damas. La rivalité entre la municipalité de Damas et la *muhafaza* de Damas ville se double donc d'une rivalité entre les deux *muhafaza*-s, entre le centre et la périphérie. Aucune agence supra municipale ou inter-*muhafaza* ne fédère les différents partenaires de l'agglomération damascène. Qui plus est au niveau gouvernemental, il n'y a aucune coordination entre les différents ministères, responsables des projets d'aménagement et détenteurs des fonds. Les *muhafaza*-s et les municipalités ne possèdent guère de compétence et de moyens pour les aménagements d'envergure.

¹⁵ Au XIX^{ème} siècle, de nombreux Tcherkesses fuyant l'avancée des troupes russes dans le Caucase vinrent s'installer en Syrie.

La centralisation politique et l'absence d'élections démocratiques ne permettent pas l'institutionnalisation d'un pouvoir local. Le parti Ba'ath n'étant plus qu'une simple courroie de transmission du régime, le pouvoir local se trouve en fait entre les mains des élites traditionnelles et des entrepreneurs. Lorsque les habitants des quartiers informels veulent obtenir la viabilisation de leurs quartiers, ils mobilisent des réseaux traditionnels, dont les synapses ne sont autres que les notables du quartier ou de la communauté : religieux, commerçants et patriarches. Ces derniers sont chargés de négocier avec les autorités.

La structure clientéliste de la société est à l'image de celle du régime syrien derrière sa façade moderniste. Elle rend difficile l'application de mesures d'aménagement urbain autoritaires, ainsi les autorités administratives sont-elles incapables de procéder à des expulsions massives pour récupérer des terrains où elles ont laissé des habitations informelles se développer, car cela remettrait en cause des relations patron client qui se sont instituées pour leur occupation. En cas de danger, la population des quartiers concernés mobilise leurs réseaux et exerce des pressions énormes sur tous les niveaux de l'administration. Il n'y a que la volonté présidentielle qui puisse trancher, car les subordonnés n'osent prendre de responsabilité. Le meilleur exemple de ce type blocage est celui du tronçon est du périphérique de Damas, destiné à connecter l'autoroute de Jordanie avec celle d'Alep, toujours en attente de réalisation. Bien que sa construction soit prévue par le ministère des transports depuis vingt ans, les autorités municipales ont laissé se développer sur son tracé des quartiers informels. Aujourd'hui, il faudrait procéder à des expulsions massives, mais personne n'ose s'y résoudre car les habitants de ces quartiers ont acquis un droit de propriété informel par leur allégeance au régime, via leurs réseaux clientélistes.

La refondation urbaine.

Le mode de vie urbain se généralise en Syrie. Les chiffres du recensement syrien de 1994 indique que 60% des Syriens résident en ville¹⁶. Mais ce chiffre ne traduit pas la réalité de la situation syrienne, car la majorité des ruraux sont en fait des périurbains. Non pas des urbains qui se seraient installés dans des agglomérations proche des villes, comme dans les pays développés, mais des ruraux qui se sont urbanisés grâce à leurs migrations pendulaires entre leurs villages et les villes où ils travaillent. Le premier acte de la refondation urbaine serait donc la fin de ce clivage ville campagne qui caractérisait les villes syriennes jusqu'à une époque récente. La ville prédatrice : « corps enkysté dans la campagne », que décrivait Jacques Weulerses¹⁷, n'existe plus ; espaces urbains et ruraux vivent en osmose. Il s'agit d'un phénomène courant dans le monde arabe et dans les pays du Tiers Monde. En Egypte, la périurbanisation explique en partie le ralentissement de la croissance urbaine de l'agglomération du Caire¹⁸.

Le second acte de la refondation est davantage lié à l'évolution des conditions politiques, et là encore on ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec l'Egypte. Dans un premier temps, le régime ba'athiste a tenté d'investir Damas, centre du pouvoir politique, et de la façonner. Pour cela il a favorisé l'installation de sa clientèle en ville, par des créations

¹⁶ Le chiffre officiel est de 50% car la définition de l'urbain en Syrie est des plus restrictive. Ainsi seules sont considérées comme urbaine les chefs-lieux de muhafaza et de mantiqa ou qui possèdent plus de 20 000 habitants. Tout en conservant cette définition, j'ai intégré dans la population urbaine l'ensemble des habitants de l'agglomération de Damas.

¹⁷ WEULERSSE Jacques : *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, 1946, 329 p.

¹⁸ GUETAT-BERNARD Hélène : « Nouvelles articulations nouvelles campagnes. Pluri-appartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux du delta du Nil », *L'espace géographique*, n°3, pp. 253 – 264.

massives d'emplois dans le secteur public et la création de logements sociaux. Ces derniers étaient de deux types : les cités HLM construites par les sociétés publiques et les Coopératives de construction (*Jamayet Sakanyet*), exacte réplique de ce que nous trouvons en Egypte. Le système des coopératives de construction reposait sur l'existence d'une classe moyenne aux revenus fixes, la stabilité des prix des matériaux de construction et les prêts de l'Etat. Pendant plusieurs décennies ce système fut le principal moyen d'accession à la propriété des Syriens. Mais avec la crise du milieu des années 1980, les trois piliers de ce système de construction s'écroulèrent : chute du pouvoir d'achat des fonctionnaires, fluctuation des prix des matériaux de construction en raison de la pénurie, diminution et insuffisance des prêts à la construction. Une partie de la population réside donc dans des quartiers, voir des immeubles inachevés, parce que les autres propriétaires n'ont pas les moyens de finir leurs appartements. De plus les services publics sont en retard : les trottoirs ou les routes ne sont pas asphaltés, et bien souvent le réseau d'adduction d'eau ne fonctionne pas ; il est relayé par des camions citernes. Les habitants sont amers, ils ont fait confiance au régime et ils se retrouvent déclassés socialement. Certains ne disposant plus des revenus nécessaires pour payer les traites de leur appartement sont obligés de revendre leurs droits, alors qu'ils ont cotisé à la coopération pendant plus de dix ans. Avec la dévaluation de la LS, l'argent qu'ils reçoivent après la transaction se révèle, en livres syriennes constantes, inférieur au total de leurs cotisations. Les petits métiers privés (commerçants, artisans, chauffeurs de taxi ...) reprennent le dessus dans la nouvelle société urbaine post-ba'athiste.

Enfin le troisième acte de la refondation urbaine est directement lié à la libéralisation économique et à la mondialisation qui ont réactivé la bourgeoisie économique. Cette dernière réapparaît dans le paysage urbain avec ostentation: embellissement des quartiers, construction de villa, espaces réservés où l'on affiche sa réussite sociale ... L'ouverture d'un centre commercial à l'américaine dans le quartier huppé de Mezzeh, au printemps 2000, est révélatrice du clivage qui se forme entre une minorité aisée, enrichie par la libéralisation économique, en phase avec la mondialisation de l'économie et le reste de la population citadine. Nous retrouvons là le modèle cairote de ségrégation spatiale, qui n'est autre que celui de la ville américaine : une ville formée de territoires en réseau.

Bibliographie

- BALANCHE Fabrice : *Les Alaouites, l'Espace et le Pouvoir dans la région côtière de Syrie : une intégration nationale ambiguë*, thèse de géographie, Université de Tours, 2000, p. 419.
- BIANQUIS Anne Marie : Damas et la Ghouta, in *La Syrie d'aujourd'hui*, CEROAC, Editions du CNRS, Paris, 1980, p. 359 – 384.
- BIANQUIS Anne Marie : « Transports en commun et aménagement dans l'agglomération de Damas au XX^{ème} siècle », *Bulletin d'Etudes Orientales*, n°XLVII, 1995, IFEAD, Damas, pp. 37 – 68.
- CHALINE Claude : *Les villes du monde arabe*, Paris, 1990, 188 p.
- EL KADI Galila : L'urbanisation spontanée au Caire, Urbama, Collection Recherches, n°18, Tours, 376 p.
- GOBE Eric : « Les hommes d'affaires et l'Etat dans le capitalisme de l'Infatih (1974 – 1994) », *Maghreb – Machrek*, n°156, avril – juillet 1997.
- GUETAT-BERNARD Hélène : « Nouvelles articulations nouvelles campagnes. Pluri-appartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux du delta du Nil », *L'espace géographique*, n°3, pp. 253 – 264.
- PERTHES Volker, *The Political Economy of Syria under Assad*, I.B. Tauris, Londres, 298 p. 1995.

SEURAT Michel : *L'Etat de barbarie*, Paris 1989, 328 p.

WEULERSSE Jacques : *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, 1946, 329 p.